



Stratégie Nationale Française pour la Biodiversité

PLAN D'ACTION AGRICULTURE

COMMENTAIRES ET PROPOSITIONS DU COMITE FRANÇAIS POUR L'UICN

Ce travail a été élaboré sur la base d'une comparaison entre le texte du plan d'action, le document « **Au nom du vivant** », réalisé conjointement par le Conseil National du Développement Durable et le Comité français pour l'UICN comme contribution à la Stratégie Nationale de la Biodiversité, et les propositions complémentaires des organisations et experts du Comité français pour l'UICN.

Le Comité français de l'UICN a apprécié ce document qui touche plusieurs aspects fondamentaux de la conservation de la biodiversité. Le plan d'action du MAAPAR a bénéficié d'un bon travail préalable de réflexion, d'approfondissement et de concertation entre les différentes instances sur les principales problématiques liées à la gestion des espaces agricoles en faveur de la biodiversité.

Quelques commentaires et propositions s'imposent, toutefois, afin de compléter le contenu du plan d'action :

- Le Comité français pour l'UICN souhaiterait vivement une prise en compte spécifique de la '**Forêt**' qui est absente dans ce plan d'action.

Le Ministère de l'Agriculture devrait élaborer et présenter un plan d'action pour la biodiversité spécifique au domaine des forêts, avec le MEDD, les associations, l'ONF et les autres professionnels (français et d'outremer) impliqués dans la gestion et la préservation de ces espaces sensibles.

Les forêts sont d'un intérêt majeur puisqu'elles couvrent **30% du territoire métropolitain** et abritent une **biodiversité extraordinaire en outre-mer**, notamment en Guyane, qui est présente dans une des trois zones forestières majeures de la planète. Elles constituent, à ce titre, un réservoir unique de biodiversité et doivent donc bénéficier d'un traitement spécifique.

La biodiversité forestière doit faire l'objet d'une **politique publique plus lisible pour l'ensemble des acteurs**, tant au niveau national (métropole et outre-mer ; lien avec le plan d'action forestier national en cours d'élaboration) qu'international (lien avec le plan d'actions gouvernemental sur les forêts tropicales et la préparation du Livre Blanc sur les forêts tropicales).

- Le Comité français pour l'UICN souhaiterait vivement l'adoption d'actions ambitieuses dans le domaine de la **pêche**, compte tenu que la France est le **4^{ème} pays européen en tonnage de poissons pêchés**.

Des actions dans le domaine de la pêche (incluant aussi les activités aquacoles et maricoles) doivent donc être intégrées au sein du plan d'action sur la mer, avec la contribution du MAAPAR et du MEDD sous la coordination du Secrétariat Général à la Mer. Ces actions doivent avoir pour objectif principal le maintien de la biodiversité marine et une gestion durable des stocks de poissons, en soulignant l'importance des aires marines protégées pour ces deux objectifs.

- Compte tenu que la France est le **troisième pays au monde en termes d'utilisation de pesticides**, il est impératif de réduire cette consommation à fort impact négatif sur la biodiversité et plus largement sur l'environnement (pollution des cours d'eaux, contamination des sols) avec des **objectifs chiffrés** et d'encourager l'usage d'engrais organique et /ou de formes de lutte biologique qui garantissent une productivité des cultures.

Parallèlement, le Ministère devrait agir pour diminuer les doses de fertilisants à usage privé (jardinage), source supplémentaire de contamination de l'environnement, avec une campagne de sensibilisation auprès du public, des producteurs et des distributeurs de ces produits.

- Le plan d'action 'agriculture' doit réaffirmer l'objectif général visant à assurer une **agriculture durable** sur l'ensemble du territoire. Pour ce faire, des mesures importantes doivent être engagées telles que :

- la promotion des contrats d'agriculture durable (**CAD**) qui devraient être **multipliés par 10 d'ici 2010**, tout en facilitant leur adoption par les exploitants et en assurant un budget adéquat pour leur mise en place. La diminution de 23 millions d'euros alloués aux CAD pour 2005 ne semble pas correspondre pour l'instant à un message politique encourageant de la part du gouvernement.

- le renforcement des **mesures agri-environnementales** en continuant à déployer les moyens financiers nécessaires.

- l'application rigoureuse du **principe d'éco-conditionnalité** des subventions agricoles, en supprimant les aides et primes ayant un impact négatif sur la biodiversité et les milieux naturels.

- l'élaboration de mesures permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'agriculture sachant qu'elles contribuent à 16% des émissions totales (par exemple à travers une réduction de l'utilisation des engrais). Le changement climatique constitue en effet une menace majeure et sans précédents pour la biodiversité.

- l'inclusion d'un volet 'agriculture durable' dans les 105 **Agendas 21** français.

- Les dispositions du plan pour **promouvoir l'agriculture biologique** auprès des agriculteurs et des consommateurs doivent être renforcées conformément aux engagements pris par la France.

En effet, le Ministère de l'Agriculture a lancé en 1998 un plan pluriannuel de développement de l'agriculture biologique à l'horizon 2005, avec l'objectif d'atteindre 5% de production agricole française certifiée AB, soit 1 million d'hectares et 25 000 exploitations en agriculture biologique. Alors que l'agriculture biologique française était en tête des pays européens dans les années 80, elle est aujourd'hui au treizième rang, loin derrière le Lichtenstein ou l'Autriche. Aujourd'hui, à titre de comparaison, il y a en France 370 000 exploitations agricoles dont 11360 en mode de production biologique-durable ; cela se traduit par 1,70% de la surface bio par rapport à la surface totale agricole française, alors que le Lichtenstein affiche 26%, l'Autriche 12% et l'Italie 8%.

Côté consommation, 57% des ménages ont acheté au moins un produit bio en 2003 (source : institut TNS Media Intelligence) ; ils étaient 80% en Grande-Bretagne. La demande sociale de la population française est donc importante pour des produits combinant qualité et respect des milieux naturels.

- Les liens entre l'agriculture et les principes énoncés dans la **charte de l'environnement** doivent être mieux pris en compte, notamment le **principe de précaution** dans l'utilisation d'engrais, de pesticides, de toxiques et de tout intrant potentiellement nuisible aux cultures, au bétail et aux hommes, y compris dans les espaces adjacents à leur utilisation.

Dans ce domaine faisant référence à des principes éthiques, il est également impératif que la France définisse son positionnement sur les **OGM**, l'utilisation des **biotechnologies** et la **brevetabilité du vivant**.

- Renforcer la **cohérence de la politique agricole** :
 - au niveau national entre les différents échelons administratifs (communes, départements, régions) qui contribuent à la mise en œuvre de la même politique sur le territoire
 - entre le niveau européen et national en appliquant la réforme de la PAC et en poursuivant l'effort d'intégration de l'environnement dans l'agriculture.
 - en précisant les échéances pour l'application des décisions prises, l'évaluation des actions effectivement engagées, le système de primes et sanctions pour le respect ou non-respect de tels engagements.
 - en s'assurant que les mesures prises en faveur de l'environnement ne soient pas contredites par d'autres mesures ou dispositifs d'aides à la production.
- L'agriculture se situe également dans une dimension internationale oubliée dans le plan d'action. La France, par sa coopération internationale, s'est

engagée à **lutter contre la pauvreté et promouvoir la sécurité alimentaire des pays du Sud** en soutenant une agriculture durable (Agenda 21). Les actions envisagées au niveau international doivent donc être inscrites dans ce plan d'action ou figurer dans le plan d'action international qui sera préparé par le Ministère des Affaires Etrangères.

Les actions devront en particulier traiter de :

- la question des **subventions accordées aux agriculteurs français** par l'Etat en prenant en compte leurs effets pervers sur les marchés de produits et matières premières des pays du Sud (cf. CDB sur l'accès et le partage des bénéfices dérivant de l'utilisation des ressources génétiques).
- la promotion du **commerce équitable** des fruits et légumes dans les pays du Sud, à travers une réorientation des aides pour soutenir les petites productions agricoles qui maintiennent la biodiversité.
- la définition d'un **cadre réglementaire sur l'exploitation du patrimoine génétique** (animal et végétal) des pays du Sud. En effet, bien qu'elle constitue un des trois principes-clé de la Convention sur la Diversité Biologique, la question du partage juste et équitable des bénéfices découlant de l'exploitation des ressources biologiques n'est pas du tout abordée dans ce plan.
- **L'implication des associations de protection de la nature, des gestionnaires d'espaces naturels, des entreprises et des consommateurs** doit être plus largement favorisée dans la mise en œuvre des mesures du plan d'action et dans la politique agricole au sens large.

Ce plan d'action doit en effet promouvoir une **large ouverture** de la part des professionnels du monde agricole vers les acteurs de l'environnement en favorisant et instaurant une réelle concertation essentielle à la prise en compte de la biodiversité dans la politique agricole.